



# L'éthique du requin

**Après un premier tollé et les réactions du gouvernement italien face à la prise de participation éclair d'EDF dans le groupe Montedison, l'entreprise publique décide de s'allier au groupe Fiat pour mener l'assaut. Le prétendu mariage entre l'éthique de service public et la concurrence n'aura pas fait long feu.**

**L**e lundi 2 juillet, les membres du Conseil Supérieur Consultatif des CMP étaient convoqués dans l'urgence pour recevoir une information : une double OPA était déjà lancée par le groupe EDF et le groupe italien Fiat sur Montedison et sa filiale électrique Edison.

L'explication : il fallait donner une « coloration italienne » à l'entreprise de conquête lancée par EDF quelques semaines plus tôt en prenant 20 % du capital du groupe.

Celle-ci avait en effet provoqué de vives réactions en Italie, conduisant son gouvernement à légiférer contre ce premier assaut.

### ▶ **Pacte d'agression**

Le montage : une « société ad Hoc » dénommée Italergeria détenue à 40 % par Fiat, 18 % par EDF, 20 % par trois banques et 19 % par l'homme d'affaires francopolonais Romain Zaleski. C'est cette société qui a lancé les OPA.

Cette alliance entre l'entreprise publique française et le constructeur automobile italien, vise donc bien à contourner une législation nationale en cherchant un cheval de Troie, quitte à participer à un véritable séisme au cœur du capitalisme italien.

En se comportant ainsi, EDF et l'Etat français passent à une phase particulièrement agressive dans la mise en œuvre de leur contrat de groupe dénoncé par la CGT.

En effet, cette logique expansionniste du groupe EDF, devenant ainsi le premier dérégulateur du marché de l'électricité en Europe, conduit à ne plus se contenter de prise de participations sans heurt, mais à déclencher dans un pays étranger les hostilités sur le plan économique, dans les plus pures traditions du capitalisme sauvage, avec en prime la bénédiction de l'Etat français. Sait-on vraiment où peuvent conduire de telles pratiques ?

### ▶ **Effets boomerang**

Quant aux conséquences sociales, les bonnes intentions affichées par le représentant de la DPRS ne peuvent faire oublier les propos du directeur du pôle client : mis à part les activités énergétiques, « *le reste de Montedison ne nous intéresse pas, il sera vendu* » compte-tenu du profil de nos partenaires dans cette affaire, nul doute que cela se fera avec les plus grandes attentions pour les salariés concernés !

Comment ne pas voir également les gorges chaudes des ultra-libéraux qui réclament la privatisation d'EDF !

Cette politique de prises de marchés à outrance et plus particulièrement cette dernière affaire, sont une aubaine pour ceux qui exigent d'en finir avec le caractère public de l'entreprise au nom de la réciprocité.

### ▶ **Grand écart**

Cela donne un éclairage nouveau sur les étonnants efforts du président d'EDF à Bercy, au même moment où se concoctait cette opération, pour évoquer le service public et son éthique, la main sur le cœur, n'hésitant pas à faire vibrer les cordes de l'histoire de l'entreprise nationalisée, l'évocation de Marcel Paul en prime !

Il est vrai que les agents qui ont participé aux manifestations du 19 juin et ceux qui se sont exprimés tout au long des forums du Président, ne sont visiblement pas disposés à suivre dans cette stratégie celui qui force aujourd'hui l'admiration des milieux ultra-libéraux.

L'émoi provoqué dans le personnel, notamment l'encadrement, mais également dans la population suite aux informations concernant cette affaire Montedison, sont l'occasion de relancer le débat et l'action en faveur d'autres choix pour le développement industriel et le service public.

Les espaces de développement, y compris sur le plan international, ne manquent pas si l'on s'engage à répondre aux besoins énergétiques de demain dans le respect de la planète, à la nécessaire fiabilité des réseaux, à l'exigence de proximité des services publics et aux droits pour tous à l'énergie.

Cela exige des politiques de coopérations et non d'affrontement.